



L'ANALYSE DE LA JURISPRUDENCE FRANÇAISE : COMMENT LE JUGE APPRÉHENDÉ LA POLLUTION DE L'AIR ?

Louise Tschanz & Caroline Joly

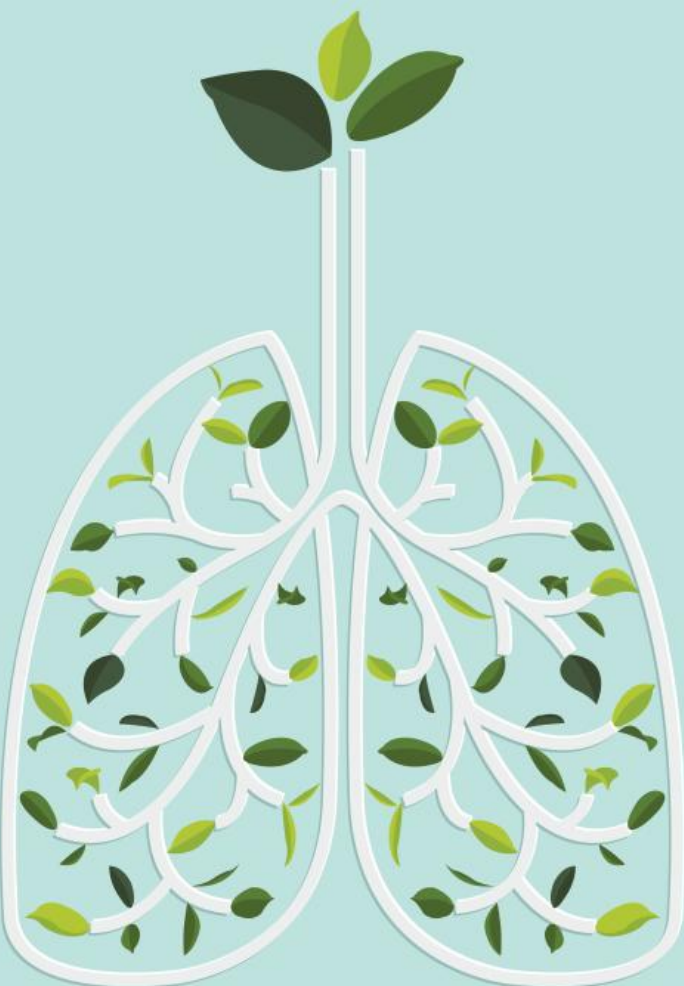
Avocates, Responsables régionales

Département Droit de l'Environnement

Cabinet d'avocats FIDAL

ATMOS'FAIR 2020

CHACUN A LE DROIT DE RESPIRER UN AIR SAIN...



L'ETAT

LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

AINSI QUE LES PERSONNES PRIVÉES

CONCOURENT

**CHACUN DANS LE DOMAINE DE SA
COMPÉTENCE ET DANS LES LIMITES DE
SA RESPONSABILITÉ**

**À UNE POLITIQUE DONT L'OBJECTIF EST
LA MISE EN ŒUVRE DU DROIT RECONNU
À CHACUN À RESPIRER UN AIR QUI NE
NUISE PAS À SA SANTÉ**

ARTICLE L. 220-1 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

...MAIS NOUS RESPIRONS UN AIR POLLUÉ

LA PROBLÉMATIQUE DE LA QUALITÉ DE L'AIR : TOUS CONCERNÉS



48 000
décès prématurés par an

c'est l'impact sanitaire, en France, de la pollution atmosphérique.

Source : Agence nationale de santé publique, 2016



20 à 100
milliards d'€ par an

c'est l'évaluation du coût socio-économique global annuel de la pollution de l'air.

Source : Commission d'enquête du Sénat, 2015

0,9 à 1,8
milliard d'€ par an



c'est le coût supporté par le système de santé français du fait des principales pathologies respiratoires dues à la pollution de l'air.

Source : Commissariat général au développement durable, 2015



58 millions d'€

c'est le budget annuel des AASQA. Cela représente un ratio de 1 € par an et par habitant, somme excessivement modeste au regard du coût sanitaire de la qualité de l'air, évalué aux environs de 500 € par an et par habitant.



19 milliards d'€
par an

Source : Anses/Observatoire national de l'air intérieur, 2014

c'est le coût socio-économique de la pollution de l'air intérieur.

Coût sanitaire en France : 101,3 milliards d'Euros soit 1300 € par habitant

Coût non sanitaire en France : a minima 4,3 milliards d'Euros

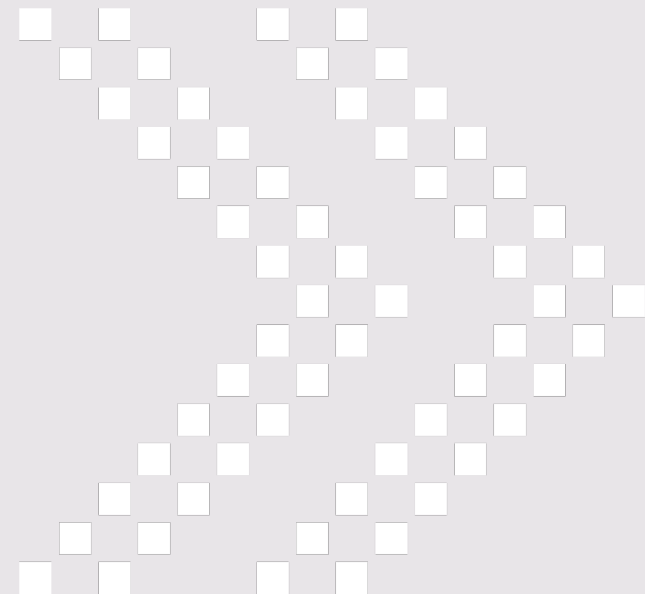
Source : Commission d'enquête sénatoriale - 2015

Source : Fédération Atmo France, Publication « Un air sain pour tous, une opportunité à saisir », Elections municipales et intercommunales 2020


SOMMAIRE

- 1. Quelle est la responsabilité de l'employeur à l'égard des salariés exposés à un air pollué ?**
- 2. Quelle est la responsabilité de l'entreprise à l'égard des tiers, en cas de pollution de l'air ?**
- 3. Quid de la responsabilité des personnes publiques ?**
- 4. Conclusion & perspectives**

1. Quelle est la responsabilité de l'employeur à l'égard des salariés, exposés à un air pollué ?




L'OBLIGATION DE SÉCURITÉ DE L'EMPLOYEUR CONSTITUE UNE OBLIGATION DE MOYEN RENFORCEE

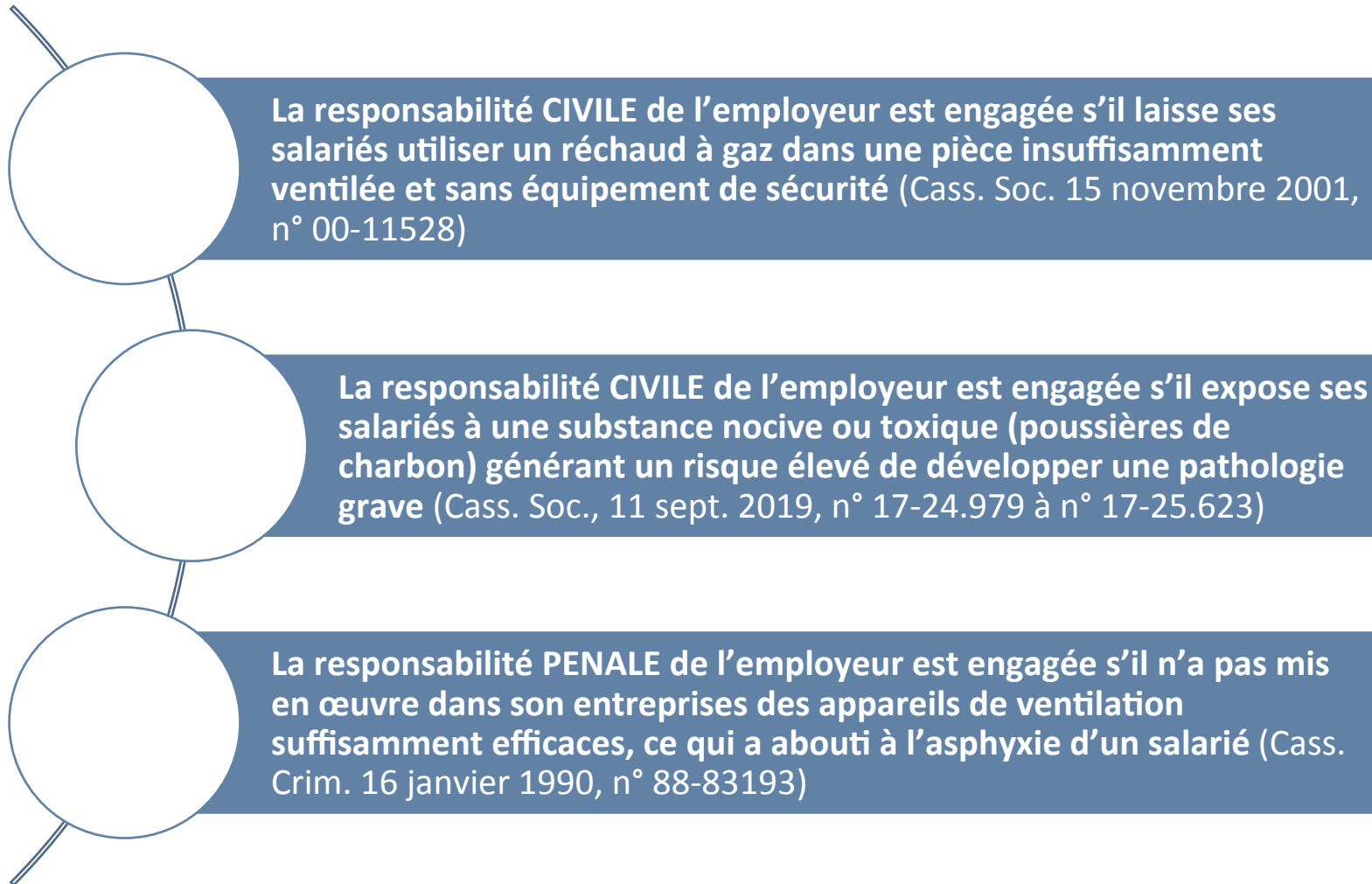
- 
- L'employeur prend les mesures nécessaires **pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale** des travailleurs (article L. 4121-1 du code du travail)

- 
- Le juge a érigé cette obligation en **obligation de moyen renforcée**

- 
- La mise en danger des salariés est une **faute inexcusable** de l'employeur

- 
- ⇒ **L'employeur ne doit pas seulement tenter de circonscrire les risques**
 - ⇒ **Il doit mettre TOUT en œuvre pour faire obstacle à leur survenance**

QUE DIT LE JUGE EN CAS D'EXPOSITION DES SALARIÉS A UN AIR POLLUÉ ?



EXPOSITION A L'AMIANTE ET PRÉJUDICE D'ANXIÉTÉ

Loi n
°98-1194

- **1998** : Départ à la **retraite anticipée** pour les salariés qui ont été particulièrement exposés à l'amiante, sans qu'ils aient pour autant développé une maladie professionnelle liée à cette exposition

Cour Cass. n
°09-42241

- **2010** : Les salariés ayant travaillé dans l'un des établissements de l'article 41 la loi de 1998 peuvent demander la réparation d'un préjudice tenant à **l'inquiétude permanente dans laquelle les plonge le risque de développer une maladie liée à l'amiante**

Cour Cass. n
°18-17442

- **2019** : Même s'il n'a pas travaillé dans l'un des établissements de l'article 41 de la loi de 1998, un salarié exposé à l'amiante et ayant, de ce fait, un risque élevé de développer une maladie grave peut demander la **réparation d'un préjudice d'anxiété**

JUSQU'OU VA ÊTRE ÉTENDU LE PRÉJUDICE D'ANXIÉTÉ POUR L'EMPLOYEUR ?

**Préjudice
d'anxiété
étendu...**

**...à la
pollution
de l'air ?**

Extension du préjudice d'anxiété aux substances nocives ou toxiques

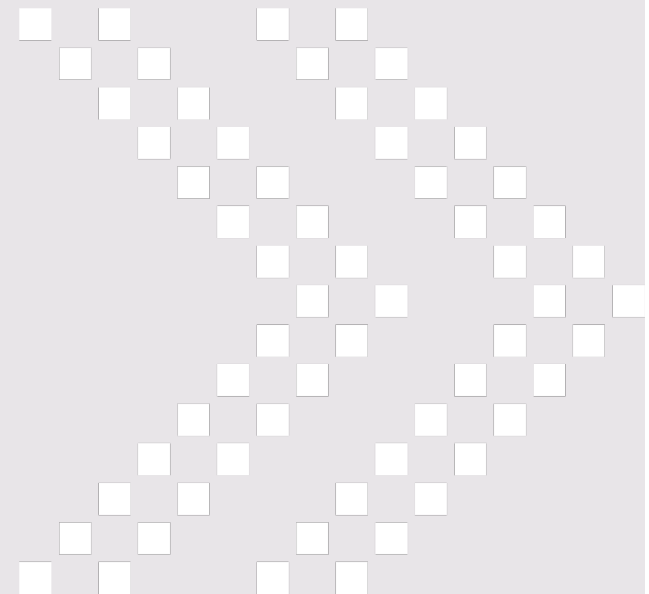
Le salarié qui justifie d'une exposition à une substance nocive ou toxique générant un risque élevé de développer une pathologie grave et d'un préjudice d'anxiété personnellement subi résultant d'une telle exposition, peut agir contre son employeur pour manquement de ce dernier à son obligation de sécurité (Cass. soc., 2019, n°18-50 030)

Prescription : délai de 5 ans à compter du jour où le salarié a eu connaissance du risque

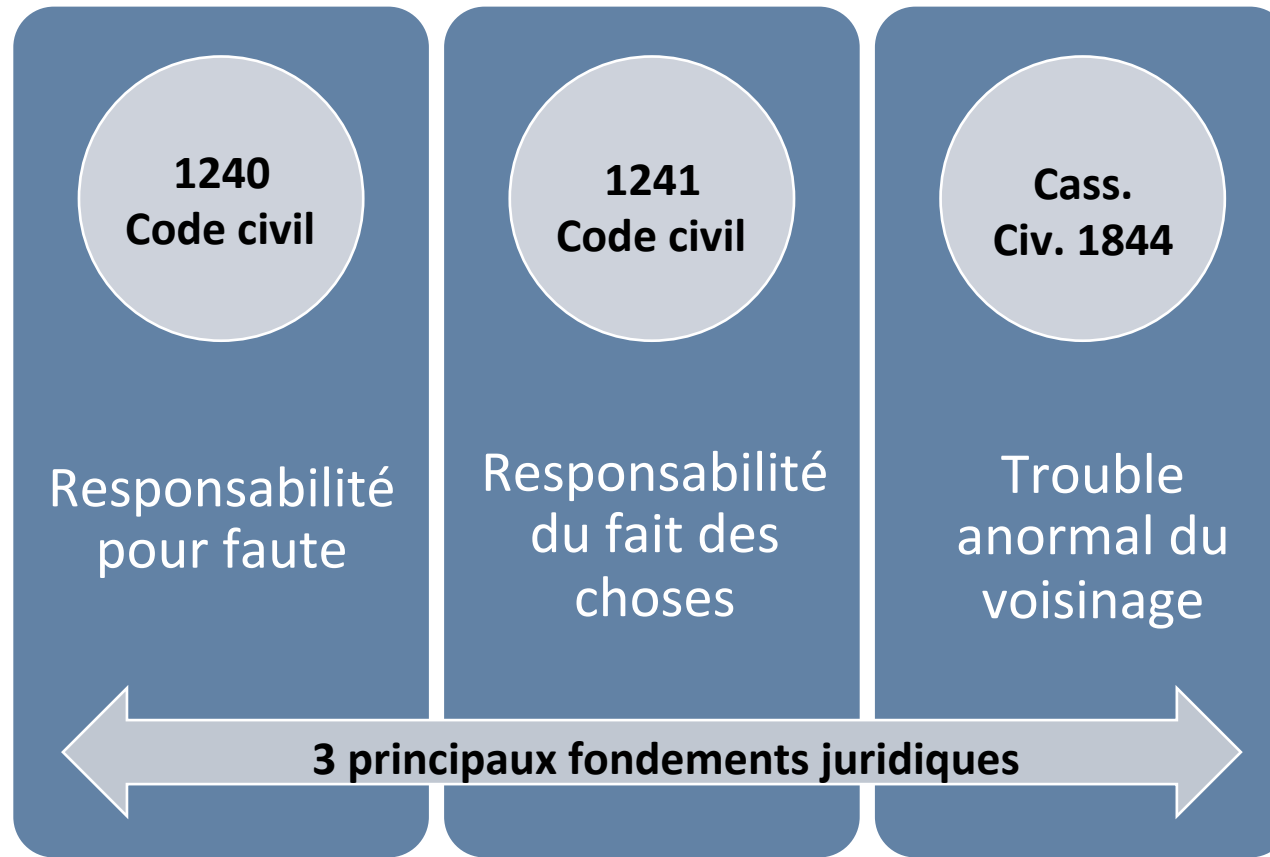
Questions en suspens :

- *Comment établir la réalité du préjudice d'anxiété?*
- *Quel est le point de départ de la prescription, hors cas particulier de l'amiante et des entreprises concernées par la loi de 1998?*
- *Par quels moyens l'employeur peut-il se prémunir contre ces risques ?*

2. Quelle est la responsabilité de l'entreprise à l'égard des tiers, en cas de pollution de l'air ?



LA RESPONSABILITE CIVILE DE L'ENTREPRISE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU DE SERVICE



- ⇒ Principe de réparation intégrale du préjudice
- ⇒ Possibilité de demander au juge civil d'enjoindre l'entité à l'origine de la pollution de l'air, afin de faire cesser ce trouble

QUAND L'ENTREPRISE ENGAGE SA RESPONSABILITÉ POUR FAUTE ?

La responsabilité CIVILE de l'entreprise est engagée, car elle n'a pas respecté les prescriptions de la circulaire relative au stockage d'hydrocarbures (émissions de COV représentant une nuisance pour les entreprises voisines)

- TGI Créteil, 20 octobre 1998, association Lozaitis et CIRP

L'entreprise (centrale à béton) commet une faute engageant sa responsabilité, dans la mesure où elle n'exploite pas son activité dans les règles de l'art et produit une poussière importante causant un préjudice à ses voisins

- CA MONTPELLIER, 13 mai 1983

⇒ **Le fondement de la responsabilité pour faute n'est pas le plus plébiscité, car il nécessite la démonstration d'une faute, d'un dommage et d'un lien de causalité entre la faute et le dommage**

QUAND L'ENTREPRISE ENGAGE SA RESPONSABILITÉ DU FAIT DES CHOSES ?

Est responsable l'exploitant d'une usine de produits chimique utilisant des bombones de gaz toxique, en qualité de gardien desdites bombones, dont la fuite a provoqué l'intoxication et le décès de plusieurs salariés d'une autre entreprise intervenant sur le site

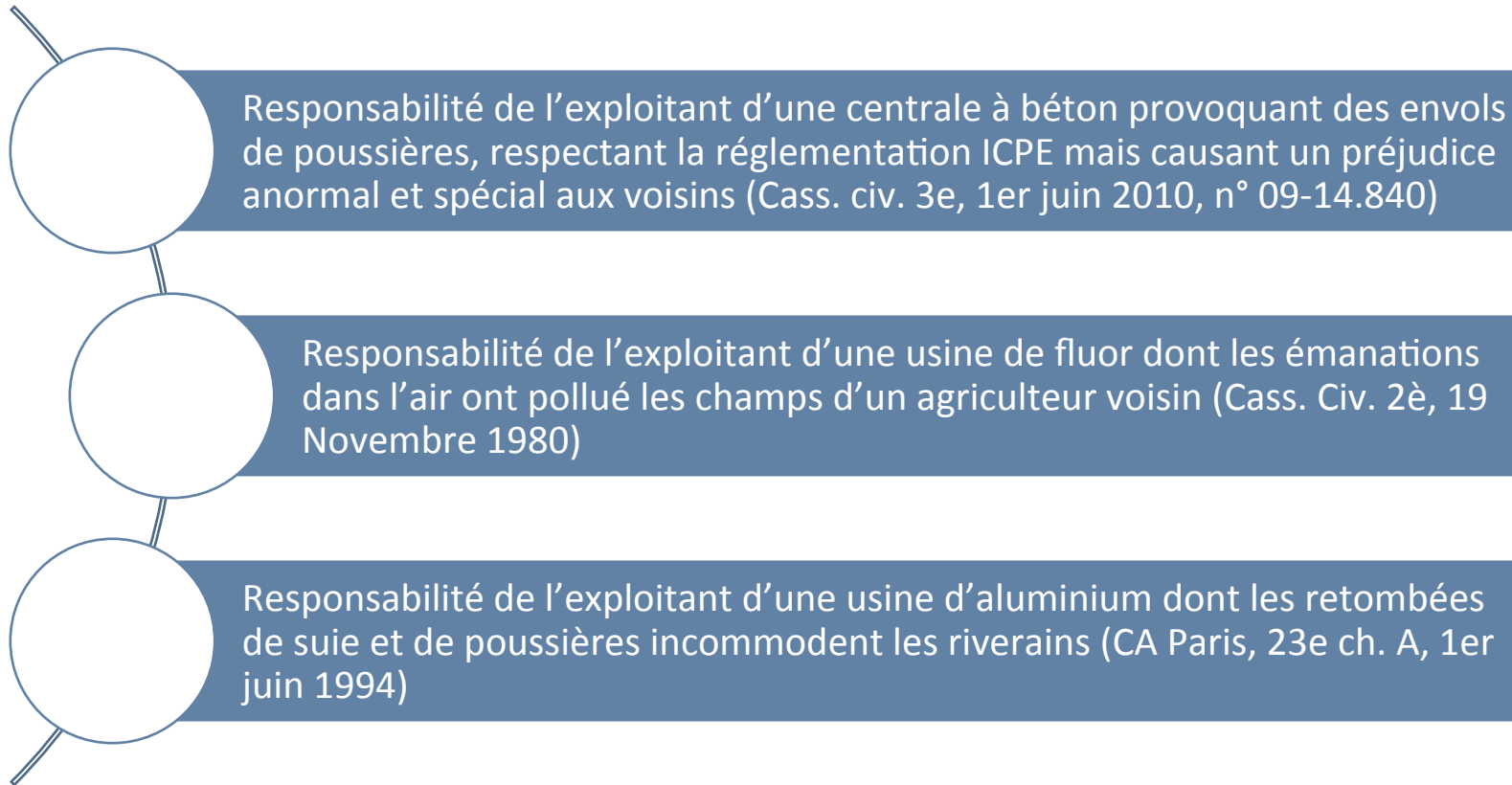
- Cass. Civ. 2è, 17 décembre 1969

Est responsable l'exploitant d'une fonderie dont l'outil de production émet des particules oxydées, volatiles, qui ont dégradé les véhicules d'une installation voisine.

- Cass. Civ. 2è, 28 octobre 1993, n° 91-13.242

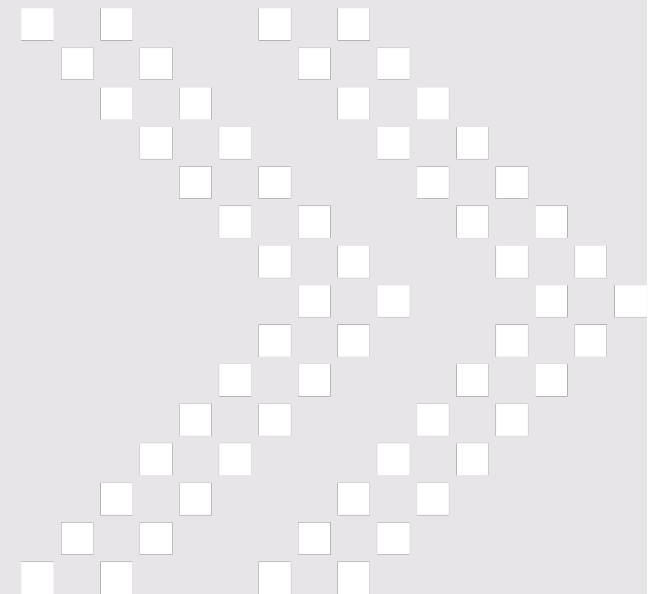
- ⇒ **Le fondement de la responsabilité du fait des choses ne nécessite pas de faute de la part de l'entreprise**
- ⇒ **Dans chacun de ces cas, l'exploitant n'a méconnu aucune réglementation**

QUAND L'ENTREPRISE ENGAGE SA RESPONSABILITÉ POUR TROUBLE ANORMAL DU VOISINAGE ?



- ⇒ **Le trouble anormal du voisinage ne nécessite pas de faute, mais la preuve d'un préjudice anormal et spécial**
- ⇒ **La jurisprudence entend très largement la notion de voisin**

3. Quid de la responsabilité des personnes publiques ?



LE RESPECT DE LA DIRECTIVE AIR PUR DE 2008 CONSTITUE UNE OBLIGATION DE RÉSULTAT

Directive
2008/50/CE

- **2008** : La directive concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur impose aux Etats Membres de surveiller la qualité de l'air ambiant et fixe des valeurs limites en matière de concentration de polluants

CJUE n°
C-404-13

- **2014** : La CJUE a érigé les objectifs de la directive n° 2008/50/CE en obligation de résultat : adopter un plan relatif à la qualité de l'air est insuffisant

Conseil d'Etat
n°294254

- **2017** : Le Conseil d'Etat enjoint l'Etat de prendre toutes les mesures nécessaires pour que soit élaboré un plan relatif à la qualité de l'air permettant de respecter les valeurs limites dans le délai le plus court possible

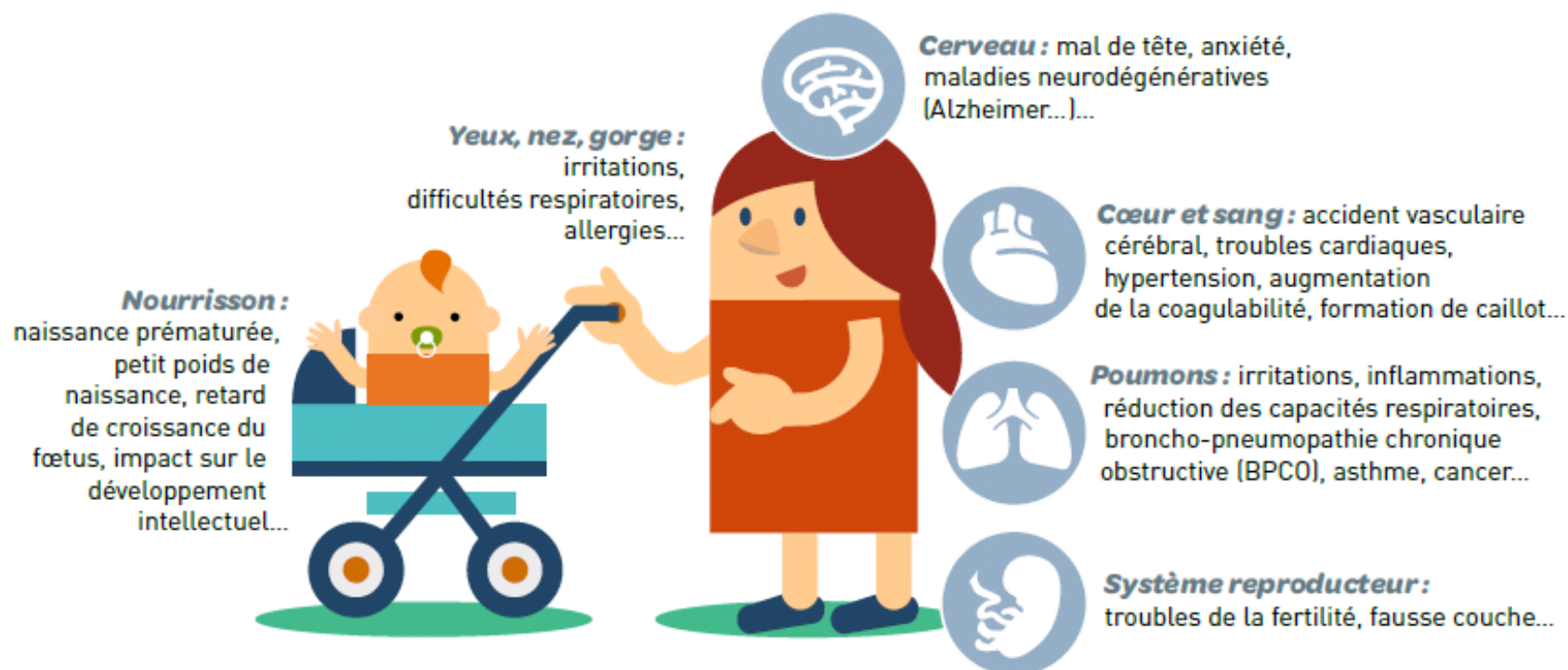
CONDAMNATION DE LA FRANCE POUR DEPASSEMENT SYSTEMATIQUE DES VALEURS DE LA DIRECTIVE



LA POLLUTION DE L'AIR

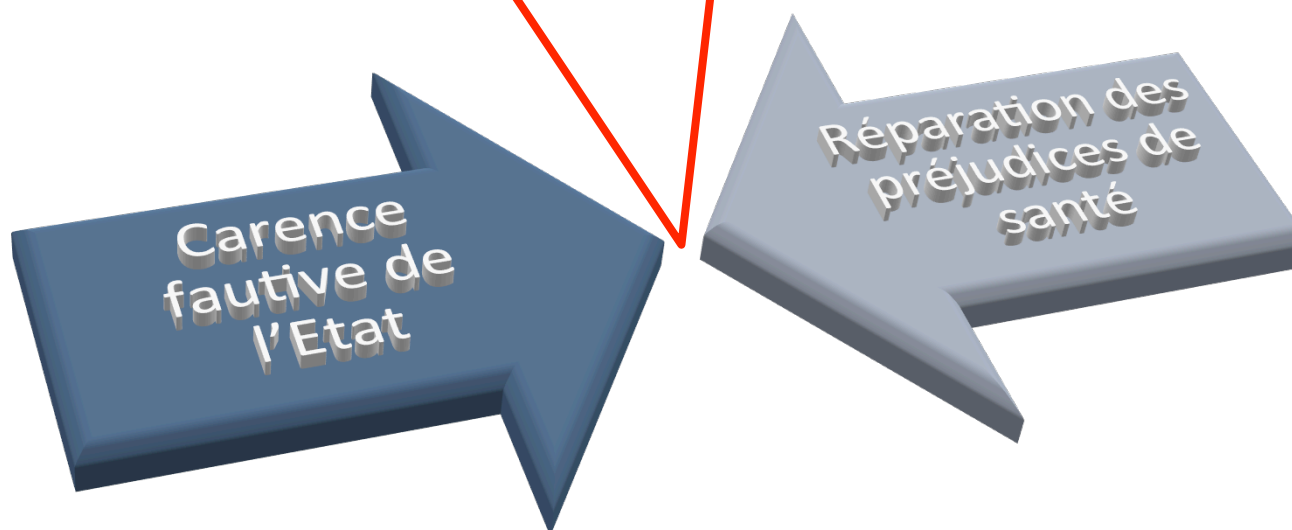
Quels sont ses effets sur la santé ?

Respirer est vital mais l'air que nous respirons à l'extérieur et à l'intérieur des bâtiments contient différents polluants qui, une fois dans notre corps, peuvent être nocifs pour notre santé. Ces effets peuvent être immédiats ou à long terme.



LA CARENCE FAUTIVE DE L'ETAT EST RECONNUE, MAIS LES PRÉJUDICES SONT-ILS RÉPARÉS ?

Quid du lien de causalité ?
Il est difficile à établir pour des sujets
de santé environnementale,
qui sont multifactoriels.



- ⇒ Les tribunaux administratifs reconnaissent la carence fautive de l'Etat, du fait de l'insuffisance des mesures prises en matière de qualité de l'air
- ⇒ A ce jour, les tribunaux ont considéré que le lien de causalité entre les dommages allégués et les dépassements des VLE n'était pas caractérisé

4. Conclusion & perspectives



ILLUSTRATION DE L'ÉVOLUTION RAPIDE DE LA JURISPRUDENCE SUR LA POLLUTION DE L'AIR

Délit de mise en danger d'autrui commis par un exploitant ICPE

- Condamnation de la communauté d'agglomération exploitant un incinérateur dans respecter les VLE de son arrêté ICPE
- 11/10/2019, CA Paris

Suspension de travaux d'aménagement pour les JO 2024

- Erreur manifeste dans l'appréciation de l'impact du projet sur la dégradation de la qualité de l'air
- 5/5/2020, CAA Paris

Ces 2 décisions sont inédites !

PERSPECTIVES

USAGE DE L'ARTICLE L. 226-9 : Une entreprise industrielle, commerciale, agricole ou de services qui émet des substances polluantes constitutives d'une pollution atmosphérique, en violation d'une mise en demeure, est punie de 2 ans de prison et de 75 000 € d'amende.

- Article L. 226-9 du code de l'environnement

AFFAIRE LUBRIZOL : Est-ce que ce contentieux sera la première illustration de l'articulation entre pollution de l'air & préjudice écologique ?

- Article 1246 du code civil

CONTACT

LOUISE TSCHANZ

**AVOCATE
DÉPARTEMENT DROIT DE
L'ENVIRONNEMENT**

**RESPONSABLE RÉGION
RHÔNE-ALPES**

LOUISE.TSCHANZ@FIDAL.COM

&

CAROLINE JOLY

**AVOCATE
DÉPARTEMENT DROIT DE
L'ENVIRONNEMENT**

**RESPONSABLE RÉGION
CENTRE**

CAROLINE.JOLY@FIDAL.COM



OUR TALENTS ■ YOUR BUSINESS